

Le plan de relance « ne permettra pas à la France de respecter ses objectifs climatiques »

4 septembre 2020 / [Laury-Anne Cholez \(Reporterre\)](#)



Le plan de relance du gouvernement va consacrer 30 milliards d'euros à la transition écologique. Un signal fort en faveur du climat, selon certains laboratoires d'idées ; une parodie pour une grande majorité d'associations écologistes.

« *Un effort sans précédent.* » Barbara Pompili, la ministre de la Transition écologique, s'est réjouie du plan de relance présenté jeudi 3 septembre par le gouvernement. Sur les 100 milliards d'euros qui seront injectés dans l'économie, 30 milliards seront destinés à la transition écologique. Petit tour d'horizon des principales mesures annoncées.

Les transports

Premier gagnant de ce grand loto : le secteur des transports, avec 11 milliards d'euros. Le ferroviaire va capter 4,7 milliards d'euros pour lui permettre de se moderniser. Une bonne nouvelle : deux lignes de train de nuit vont être relancées : le Paris-Nice et le Paris-Tarbes, toutes deux arrêtées en 2017. Le gouvernement promet aussi le renforcement des petites lignes régionales et des investissements dans le fret ferroviaire. Les mobilités du quotidien vont recevoir 1,2 milliard d'euros. En clair : plus de moyens pour développer le vélo et améliorer les transports en commun, notamment en Île-de-France.

Enfin, après avoir bénéficié d'un plan de soutien de 8 milliards d'euros en mai dernier le secteur automobile n'est pas oublié. La voiture « propre » remporte 1,9 milliard d'aide à la conversion : ce qui n'est pas vraiment une bonne nouvelle, puisque le véhicule électrique pèse lourdement sur l'environnement.

« Les efforts du gouvernement sur le vélo quotidien sont notables, avec le quadruplement du budget annuel par rapport au plan vélo de 2018, note Olivier Schneider, président de la Fédération des usagers de la bicyclette (FUB). Mais le gouvernement ne doit pas oublier que les modes de déplacement s'opposent fatalement, et que le plan de relance automobile doit donc prendre en compte la nécessaire baisse du nombre de véhicules motorisés en circulation. La prime de conversion doit au minimum permettre à un ménage de substituer une automobile contre un, voire plusieurs, vélos (pliant, cargo, électrique...). »

L'énergie

Après les transports, c'est au tour de l'énergie, qui pourra compter sur un montant total de 9

milliards d'euros. L'industrie nucléaire devrait récupérer 200 millions afin de financer la montée en compétences des salariés ainsi que la recherche et l'innovation. Le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) pourra également acheter de nouveaux simulateurs. Près de 170 millions d'euros seront investis dans des prototypes de petits réacteurs modulaires baptisés SMR (*small modular reactor*).

Cette annonce a fait bondir Charlotte Mijeon, du réseau Sortir du nucléaire. *« En prévoyant des financements pour le développement de nouveaux réacteurs, le gouvernement a franchi une ligne rouge. L'argent des contribuables n'est pas destiné à pérenniser une filière dangereuse, polluante et productrice de déchets radioactifs ingérables. Consacrer des sommes aux "petits réacteurs modulaires" revient à jeter de l'argent par les fenêtres, tant cette technologie est hors sujet et hors délai au regard de l'urgence climatique, qui exige de nous focaliser sur les options permettant de réduire dès maintenant les émissions, et en priorité la rénovation des bâtiments et les énergies renouvelables. »*

Autre filière énergétique dans laquelle le gouvernement souhaite investir : l'hydrogène. Deux milliards vont lui être consacrés et 7 milliards sont annoncés jusqu'en 2030. Une ressource utilisée dans les transports et l'industrie, actuellement produite grâce aux énergies fossiles. L'objectif du plan sera de promouvoir une production renouvelable pour que la France devienne un acteur majeur de cette filière.

Enfin, le plan mobilise 1,2 milliard d'euros pour aider les entreprises industrielles à investir dans des équipements moins émetteurs de CO₂. Notons que 500 millions seront destinés à l'économie circulaire (recyclage, déchets).

La rénovation énergétique va quant à elle bénéficier d'un soutien de 6,7 milliards d'euros ([lire notre analyse détaillée](#)).

L'agriculture

Le plan de relance va mobiliser 2,5 milliards d'euros pour *« la reconquête de la biodiversité sur nos territoires, la lutte contre l'artificialisation des sols et l'accélération de la transition de notre modèle agricole »*. 1,2 milliard d'euros seront spécifiquement dédiés aux secteurs

agricoles et agroalimentaires. Dans le détail, 364 millions d'euros partiront à la reconquête de la souveraineté alimentaire de la France, avec un plan protéines végétales de 100 millions d'euros destiné notamment à limiter les importations de soja. 250 millions d'euros seront consacrés au bien-être animal, avec la modernisation des abattoirs. Un fonds de soutien à la labellisation haute valeur environnementale (HVE) des exploitations agricoles sera lancé et 250 millions d'euros seront déployés pour aider les agriculteurs qui veulent se convertir en bio à renouveler leur matériel agricole. Pour la Confédération paysanne, ce plan de relance n'est pas à la hauteur de l'urgence sociale et écologique : « *Si le gouvernement ne revient pas sur sa politique de libre-échange et n'accompagne pas ce plan de mesures de protection — via la maîtrise et la régulation des marchés et des volumes —, il sera sans effet* ».



Du soja.

Concernant la biodiversité, 25 millions d'euros seront consacrés à la lutte contre l'artificialisation et la restauration écologique des sols. 300 millions d'euros iront dans un fonds pour le financement des opérations de recyclage des friches. Enfin, 300 millions seront consacrés à aider les forêts à s'adapter au réchauffement climatique, avec notamment un grand plan de reboisement. Une annonce qui ne **satisfait pas l'association Canopée**. Elle estime que cet argent est un cadeau à filière bois sans aucune condition en vue d'interdire la coupe rase de

forêts en plantation, alors que cette pratique fait l'objet de vives contestations.

Un plan insuffisant, jugent les ONG environnementales

Les annonces de ce plan de relance ont été jugées durement par les ONG et associations environnementales. Les Amis de la Terre se sont étonnés du décalage entre le discours et la réalité alors que le gouvernement est sur le point de subventionner Total et le parapétrolier TechnipFMC pour une immense usine de production et d'exportation de gaz dans l'Arctique russe.

Amandine Lebreton, la directrice du plaidoyer de la Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme (FNH), estime que ces 30 milliards sont un signal encourageant mais elle regrette que le gouvernement ne donne pas les garanties pour accélérer enfin la transition écologique et sociale. Elle souligne aussi une incohérence du gouvernement qui a présenté le même jour un projet de loi autorisant les dérogations à l'usage des néonicotinoïdes.



Des abeilles à miel, directement menacées par les néonicotinoïdes.

Le Réseau Action Climat (RAC) regrette l'ambiguïté de l'engagement du gouvernement sur la

transition écologique : « *Quelques pas en avant, mais plusieurs pas en arrière.*

Malheureusement, cette politique du “en même temps” ne permettra pas à la France de respecter ses objectifs climatiques. »

Oxfam s'inquiète pour sa part de la baisse considérable des impôts qui n'est pas ciblée vers la transition écologique et sociale et qui profitera « *à des Biocoop comme à des Total. Pire, les secteurs qui devraient le plus profiter de la baisse sont les secteurs les plus polluants, comme les hydrocarbures ou la finance* ».

L'association Attac estime ainsi plus globalement que ce plan de relance est « *inefficace, socialement injuste et antiécologique. Ainsi, il se saisit de la crise pour amplifier sa politique néolibérale et productiviste. Bref, le monde d'après pour Emmanuel Macron et Jean Castex consiste à reproduire les vieilles formules ayant cours depuis 40 ans, en les teintant légèrement de vert, afin de satisfaire aux actionnaires des grandes entreprises et aux dirigeants du Medef [Mouvement des entreprises de France, syndicat patronal]* ».

D'autres sont moins sévères, comme le WWF, qui salue un « *coup d'accélérateur* » à la transition de certains secteurs comme la rénovation des bâtiments et la mobilité durable. Benoît Leguet, le directeur du laboratoire d'idées (*think tank*) I4CE, proche de la Caisse des dépôts et consignations, considère que ce plan est un bon début : « *Mais l'argent public ne fait pas tout, il faudra prendre le temps de structurer les filières et surtout de pérenniser l'effort budgétaire après 2022.* » Pour Nicolas Berghmans, chercheur en politiques climat et énergie à l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri), ce plan de relance est un bon signal envoyé aux autres pays européens et pourrait faciliter le débat politique sur le climat. Mais Mathilde Dupré, codirectrice de l'Institut Veblen, déplore pour sa part « *le manque de cohérence d'ensemble et en particulier l'absence de conditionnalités environnementales et sociales associées aux mesures de baisse des impôts de production qui représentent tout de même 20 % du plan* ».

Lire aussi :

Plan de relance : des ambitions en trompe-l'œil pour la rénovation énergétique

Source : Laury-Anne Cholez pour *Reporterre*

Photos :

. chapô : le Premier ministre, Jean Castex, et la ministre de la Transition écologique, Barbara Pompili, lors de la présentation du plan de relance le 3 septembre 2020. à Paris. © Ludovic Marin/AFP

. soja : [Pixabay](#) (CC0)

. abeilles : [Pixabay](#) (CC0)

- Emplacement : Accueil > Info >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Le-plan-de-relance-ne-permettra-pas-a-la-France-de-respecter-ses-objectifs-climatiques>